



Solidarité avec le peuple iranien

par Jean-Christophe Cambadélis

En France, on a porté un regard souvent stéréotypé sur l'Iran d'aujourd'hui le résumant aux turbans, aux tchadors et, ces quatre dernières années, aux déclarations inadmissibles et délibérément provocatrices d'un président extrémiste et populiste. Le résultat : on a ignoré que la société iranienne est la société la plus dynamique culturellement et politiquement de l'ensemble de la région. On a sous-estimé les tentatives d'un religieux réformiste comme l'ex-président Mohammad Khatami, qui a voulu promouvoir les libertés démocratiques en Iran et le « *dialogue entre les civilisations* » face aux promoteurs de la « *guerre entre les civilisations* » à l'extérieur, dans le cadre du régime.

On a surtout ignoré l'évolution de la société iranienne où 65 % de la population a moins de 30 ans, où les femmes (plus de 60 % des étudiants aux universités sont des femmes) jouent un rôle de premier plan dans toutes les sphères de la société. C'est pour son travail en faveur des droits de l'homme, droits des femmes et droits de l'enfant à l'intérieur de l'Iran que Madame Shirin Ebadi a été consacrée prix Nobel de la paix.

Les adeptes de la théorie selon laquelle on peut démocratiser une nation de l'extérieur y compris si besoin par la force, n'ont pas vu l'évolution de l'Iran depuis 1997. Pourtant, l'émergence d'une classe politique et d'une société civile composées des femmes et des hommes grandis avec la république islamique ou parfois nées après la révolution de 1979, qui luttent dans des conditions difficiles pour un changement démocratique et pacifique est une réalité. Des proches de l'ex-président Khatami, des responsables des partis réformateurs, des journalistes et des intellectuels engagés dans le mouvement pour la démocratie, la liste est longue de ceux et celles qui se trouvent aujourd'hui dans les geôles du régime islamique. Ce qui est le plus frappant lorsqu'on

se rapproche de la société iranienne c'est la richesse d'un débat intellectuel sur la transformation de l'Iran en une société moderne et démocratique qui séduit les forces progressistes dans les pays voisins et même l'opposition iranienne à l'étranger, sauf des irréductibles adeptes de la violence.

Le régime iranien a perdu en quelques jours sa légitimité. Le guide suprême sortant de son rôle d'arbitre en apportant son soutien à l'élection frauduleuse d'Ahmadinejad a perdu sa légitimité. Il ne peut s'imposer que par la force un président contesté. Tous les deux ont perdu le soutien d'une partie importante du clergé chiite. Ils s'appuient sur les gardiens de la révolution et des milices islamiques pour réprimer l'opposition. Le régime des mollahs est devenu davantage un régime militaire. Face à cette situation, l'opposition cherche à trouver d'autres formes de contestation. Mais, quoi qu'il arrive, l'Iran de demain ne ressemblera pas à l'Iran d'hier.

Dans cette période historique, qui s'ouvre devant le peuple iranien, le devoir des socialistes et de tous les démocrates consiste à ne pas laisser seul le mouvement de contestation populaire et apporter son soutien à tous ceux qui en Iran luttent, parfois au prix de leur vie, pour un changement démocratique et pacifique. D'autant que suite à la défaite politique du Hezbollah au Liban, à l'affaiblissement du Hamas ou des chiites dans le sud de l'Irak, c'est le monde chiite qui est en mouvement. Nous avons un devoir de solidarité, nous l'assumerons avec nos amis du PSE et de l'IS à travers l'Europe et le monde.

Iran : à la croisée des chemins

Article de Karim Pakzad paru dans le journal *La Presse* de Montréal, le 19 juin.

La République islamique d'Iran traverse aujourd'hui la crise la plus importante de son histoire. Elle se trouve à la croisée des chemins. Bien évidemment, aucun des candidats au scrutin du 12 juin ne remettait en cause l'existence d'un régime fondé sur la primauté d'un guide religieux sur toutes les institutions, y compris sur celles qui sont élues au suffrage universel. C'est le caractère théocratique et autoritaire du régime iranien. Mais n'oublions pas que l'Iran est aussi une république. D'où l'importance de l'élection d'un président de la République qui a un rôle non négligeable dans la conduite des affaires de la nation. Pour ceux qui ont suivi la situation politique de l'Iran depuis 1997, la politique de réformes à l'intérieur et la détente et dialogue à l'extérieur menée par l'ancien président Mohammad Khatami est à mille lieux de celle de Mahmoud Ahmadinejad fondée sur le populisme à l'intérieur du pays et la provocation envers le monde occidental.

En regardant de plus près la situation créée avant et après l'élection présidentielle du 12 juin, l'on ne peut que constater que les deux éléments constitutifs de la république islamique, l'autorité d'un guide islamique, qui a abandonné son rôle d'arbitre ; et le caractère républicain du régime symbolisé par l'élection d'un président de la république au suffrage universel, sont désormais remis en cause par la tournure des événements. Quoi qu'il arrive dans les jours ou les mois qui viennent, une période importante de l'histoire de l'Iran qui a débuté avec la révolution islamique de février 1979 s'achève avec la contestation massive par la population du résultat truqué de l'élection, hâtivement validé par le guide suprême Ali Khamenei. Dès lors, même si les contestataires mènent leurs actions dans le cadre du système actuel, c'est bien l'autorité du guide, qui a donné sa bénédiction à l'élection d'Ahmadinejad qui est contestée et non simplement la « réélection » de ce dernier.

Ali Khamenei s'est mis dans une situation difficile et n'a en pratique que deux choix devant lui : soit il se désavoue et invalide le résultat : cette décision sera saluée par les Iraniens, mais affaiblira à long terme son autorité et sa légitimité, lui qui a été le seul véritable soutien d'Ahmadinejad. Soit il impose Ahmadinejad contre la volonté de la majorité de la population iranienne en réprimant dans le sang la volonté populaire. Dans ce cas, la fonction de la présidence de la république sera affaiblie et sans légitimité. N'oublions pas que la république islamique d'aujourd'hui ne ressemble en rien à celle du début de la révolution. La candidature d'Ahmadinejad n'a pas été soutenue par la majorité des clergés et n'est apparue que comme le candidat du guide suprême. Il ne pouvait en réalité compter que sur le soutien de ses électeurs traditionnels (pas plus de 15 % de population) des quartiers populaires et des villages reculés qu'il a pu préserver à coup de subventions, de distribution d'argent, de bons d'achat et de produits de consommation courante. Le régime islamique s'appuie de plus en plus sur les forces de répression comme les Gardiens de la révolution ou des milices islamiques, plutôt que sur les clergés. Ces derniers ont majoritairement soutenu la candidature de Mir Hussein Moussavi ou de Mehdi Karoubi. Mir Hussein Moussavi a eu non seulement le soutien d'une partie importante des clergés, mais aussi de la quasi-totalité des partis réformateurs et de l'ex-président Mohammad Khatami. Mais la plus grande force de Moussavi était la mobilisation de près d'un

tiers d'électeurs supplémentaires par rapport au scrutin de 2005, au cours des dix derniers jours précédant le vote, majoritairement des jeunes et des femmes.

Aujourd'hui, plusieurs grands ayatollahs, Ali Montazeri, Nasser Makaram Chirazi, Assadullah Zanjani, Moussavi Ardebili ou le grand ayatollah Sanaïe, inquiets de la perte de légitimité du régime, ont adressé une injonction au pouvoir pour qu'il examine avec soin les plaintes des candidats qui contestent le résultat. Certains d'entre eux, comme le grand ayatollah Al Montazéri, soutiennent les manifestants. Or, ceux qui connaissent le monde chiite savent que l'autorité religieuse et morale de ces grands ayatollahs est supérieure à celles du guide. Dans le système doctrinal du chiisme, ils sont des « marjaas » (sources d'imitation pour les fidèles, ce que n'est pas le cas d'Ali Khamenei). C'est la raison pour laquelle la situation actuelle marque incontestablement une crise du régime davantage qu'une simple fraude électorale.

Les dirigeants arabes inquiets de l'évolution de l'Iran

Ceux des pays arabes qui voyaient d'un mauvais oeil la montée en puissance d'un Iran doté de l'arme nucléaire peuvent se réjouir des manifestations contre la réélection d'Ahmadinejad, même s'ils peuvent craindre une possible contagion démocratique chez eux.

Les événements d'Iran risquent d'avoir des conséquences imprévisibles pour les gouvernements sunnites et conservateurs de la région, piliers de la politique économique et militaire des Etats-Unis au Proche-Orient.

En outre, les organisations radicales comme le Hezbollah libanais ou le Hamas palestinien qui sont soutenues par Téhéran craignent ce qu'il adviendra d'elles si Ahmadinejad devait quitter le pouvoir. N'oublions pas que les candidats réformateurs avaient déclaré au sujet de la Palestine, au cours de la campagne électorale, que « *l'Iran ne pouvait être plus royaliste que le roi* ».

L'Arabie saoudite, dont toute forme d'exercice démocratique est banni et qui dépend du soutien militaire américain et de celui du clergé sunnite conservateur, aurait beaucoup à craindre d'une réhabilitation de l'Iran par Washington mais on en est encore très loin...

En revanche, la réélection d'Ahmadinejad, si elle n'était plus contestée, conforterait nombre d'Israéliens ainsi que certains Arabes qui préconisent de longue date la manière forte contre l'Iran et s'inquiètent de la main tendue par le président Obama à Téhéran.

Pierre Kanuty

Soutenons les Iraniens dans leur exigence de la vérité des urnes

Ainsi, donc, ces centaines de milliers de manifestants ne seraient que « poussière » selon le président sortant Ahmadinejad ? Ainsi, donc, son propre peuple n'existerait pas ?

Par son coup de force électoral, le régime des mollahs décrète l'infailibilité d'un pouvoir théocratique prétendument supérieur aux choix rationnels des citoyens ; en interdisant les manifestations, en censurant les médias, en procédant à des arrestations arbitraires, en coupant les moyens modernes de communication, il cherche le pourrissement avant l'affrontement.

Le mouvement populaire pacifique des Iraniens peut marquer le début d'une nouvelle ère en Iran qui voit le peuple revendiquer la démocratie. Celui-ci a soif de changement et a choisi, après le scrutin du 12 juin, la voie exemplaire d'un soulèvement démocratique. Il a compris que - sauf à vouloir subir le sort du printemps chinois de 1989 - c'est le moment ou jamais de s'unir durablement pour faire respecter leur citoyenneté. La détermination du pouvoir fait désormais face à celle des Iraniens eux-mêmes unis par le nombre, le calme, la détermination... et le soutien de l'opinion publique internationale.

C'est pourquoi il faut aussi, de par le monde, se faire les relais de leur revendication démocratique : au-delà du respect de leur vote, qu'exigent tous les Iraniens, ceux de l'intérieur comme ceux de l'extérieur, ce qui se passe en Iran peut changer la face du Monde et être porteur d'un avenir neuf.

C'est de cet espoir dont tous ceux qui sont épris de liberté, de justice et de démocratie ont besoin. Nous avons envie que le peuple iranien aboutisse, réussisse ce changement. Les modalités lui appartiennent et le débouché devra très certainement être négocié, mais pour cela, il faut tenir. Certes, cela dépend en grande partie du peuple iranien mais aussi de notre solidarité. Nous voulons lui dire que le monde le regarde en admirant son courage.

Nous demandons la cessation des tirs meurtriers ; nous demandons l'arrêt des violences sur les manifestants ; nous demandons le respect du droit des journalistes de rendre compte librement des événements en cours ; nous demandons la libération des manifestants arrêtés.

Parmi les signataires :

Martine Aubry, première secrétaire du parti socialiste
Pouria Amirshahi, secrétaire national du parti socialiste aux Droits de l'Homme
Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du Parti socialiste aux relations internationales
Harlem Désir, secrétaire national du parti socialiste à la coordination
Bertrand Delanoë, maire de Paris
Benoît Hamon, porte parole du parti socialiste
Jean-Pierre Mignard, avocat
Vincent Peillon, député européen

Pascal Boniface, géopolitologue
Marie-Georges Buffet, Secrétaire nationale du parti communiste français
Elisabeth Badinter, écrivain philosophe
Olivier Besancenot, porte parole du nouveau parti anticapitaliste
Chahla Chafiq, essayiste et nouvelliste
Jean-Pierre Dubois, président de Ligue des Droits de l'Homme
Jacques Fath, responsable des relations internationales du parti communiste français
Caroline Fourest, écrivain, essayiste

Bahman Ghobadi, réalisateur, Caméra d'Or à Cannes 2000, Prix spécial du Jury Cannes 2009
Mamad Haghghat, réalisateur
Marek Halter, écrivain
Bernard Langlois, écrivain journaliste
Pierre Laurent, coordinateur national du parti communiste français
Isabelle Lorand, responsable nationale du parti communiste français aux droits humains
Noël Mamère, député les Verts
Jacky Mamou, Président du Collectif Urgence Darfour
Gustave Massiah, président du Cedetim, cofondateur du Forum Social Mondial
Patrick Pelloux, médecin urgentiste
Mohamed Sifaoui, journaliste
Dominique Sopo, président de Sos Racisme
Benjamin Stora, historien

Centre culturel Pouya, UEJF, FIDL, UNEF, Confédération étudiante, Fédération Nationale des maisons des Potes, Banlieues du Monde, NPNS

Iran : empêcher l'irréparable

Communiqué de Jean-Christophe Cambadélis,
Secrétaire national à l'International

Dans son prêche de vendredi prononcé hier, le guide de la république islamique d'Iran Ali Khamenei, a réaffirmé son soutien sans réserve à Mahmoud d'Ahmadinejad. Déjà, le soir du 12 juin, avant le Conseil des gardiens de la Constitution, chargé de valider ou non le résultat, il avait félicité ce candidat qu'il soutenait de sa réélection.

Le plus préoccupant est qu'il a menacé les deux candidats réformateurs, les autres dirigeants de la mouvance réformatrice, dont la plupart sont arrêtés, et la population qui manifeste par millions dans les rues pour protester pacifiquement contre le résultat du scrutin du 12 juin, grossièrement falsifié.

Dans une lettre rendue publique ce matin sur le site de Mir Hussein Moussavi, ce dernier est clairement menacé par le Conseil de sécurité national lui demandant de renoncer à toute action qui remettrait en cause l'élection d'Ahmadinejad, en lui demandant notamment de ne pas participer au mouvement de protestation des citoyens.

Le Parti socialiste dénonce cette volonté affichée d'imposer par l'intimidation et la force, un candidat dont l'élection est contestée. Il met en garde le régime iranien contre sa volonté de réprimer dans le sang les manifestations non-violentes. Il réaffirme son soutien et sa solidarité entière au peuple iranien dans sa lutte pacifique contre l'autoritarisme et pour la démocratie et la justice.

L'Internationale socialiste doit appeler à manifester dans le monde entier en solidarité avec le peuple iranien

Communiqué de Jean-Christophe Cambadélis,
Secrétaire national à l'International

Jean-Christophe Cambadélis demande à l'Internationale socialiste (IS) de lancer des appels à manifester dans le monde entier en solidarité avec le peuple iranien. Il s'est adressé à Georges A. Papandreou, président de l'Internationale socialiste pour que l'IS manifeste sa solidarité avec le peuple iranien en manifestant dans le monde entier.

Élections locales et référendum électoral en Italie

Les Italiens se sont rendus aux urnes dimanche pour un référendum réformant la loi électorale et un deuxième tour des élections locales où la gauche espérait limiter les dégâts du premier.

L'abstention a atteint un niveau record sur fond de scandales touchant Silvio Berlusconi.

Le premier tour des élections locales partielles, dans plus de la moitié des communes et des provinces, avait eu lieu en même temps que les européennes et a été marqué par une poussée de la droite.

La présidence de la province de Milan, l'un des derniers fiefs de la gauche dans le nord du pays où la droite est devenue toute puissante était particulièrement surveillée.

La gauche, qui ne cesse de perdre du terrain depuis les législatives d'avril 2008, s'est maintenue dans les municipalités «rouges» du nord et du centre que sont Bologne, Padoue, Ancone, Florence, Prato ou du sud comme Bari.

Les Italiens étaient aussi appelés à se prononcer sur un référendum d'initiative populaire qui aurait pour effet d'élever les seuils d'entrée à la Chambre des députés à 4% des voix et à 8% au Sénat. Ce référendum devait aussi interdire aux candidats de se présenter dans plus d'une circonscription, mais il n'a pas été validé faute de quorum puisque le seuil de 50 % n'a pas été atteint.

Silvio Berlusconi, à l'origine favorable à cette réforme qui avantagerait son Parti, a finalement accepté de ne pas faire campagne en sa faveur, cédant à la pression de la Ligue de Nord.

A gauche, le Parti démocrate, était divisé sur l'opportunité de la réforme.

Sur les 62 provinces appelées à voter, dont trois nouvellement créées, la droite est passée de 9 en 2004 à 34 à l'issue des deux tours.

Pour les municipales, où l'on renouvelait les élus de plus de 4 000 communes, dont 30 grandes villes, le PDL a remporté 14 de ces dernières (+ 9 par rapport à 2004).

Pour le Parti Démocrate (PD) le recul est général mais surtout marqué dans le nord industriel. Il se maintient à Turin, mais il a perdu la province de Milan conquise 5 ans plus tôt, et celle de Venise.

L'abstention (38,7% aux municipales et 64% aux provinciales) a été très élevée pour l'Italie.

Ségolène Royal ambassadrice du PNUD

Ségolène Royal a accepté une demande du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de promouvoir l'action des régions comme acteurs contre les changements climatiques, a indiqué jeudi son cabinet. La présidente de Poitou-Charentes «a été sollicitée en tant que présidente d'une région

ayant été citée comme exemplaire dans la coopération menée avec une région du Sénégal dans le domaine de l'énergie solaire et du micro-crédit».

Elle sera chargée «d'œuvrer à la reconnaissance de l'action des régions, aux côtés des Etats centraux, comme élément-clé dans la lutte contre les changements climatiques» et sera présente à la conférence sur le réchauffement climatique de Copenhague en décembre 2009, annonce un communiqué.

Hommage à Tencha Bussi de Allende

La veuve du Président Salvador Allende, Hortensia Bussi, surnommée Doña Tencha, est décédée le 18 juin à l'âge de 94 ans de mort naturelle. Le Parti socialiste chilien a salué la mémoire d'une femme exemplaire, héroïne de la lutte du peuple chilien pour la démocratie.

Elle était née le 22 juillet 1914 et elle avait été professeur d'Histoire et géographie à l'Université du Chili. Elle avait épousé le docteur Allende en 1940 et ensemble, ils avaient eu trois enfants. Carmen Paz, Beatriz, décédée et l'actuelle députée, Isabel qui est aussi vice-présidente du Parti socialiste chilien.

Doña Tencha avait accompagné son mari durant les années de l'Unité populaire aux quatre coins du pays. Après le coup d'état de 1973, elle a vécu l'exil au Mexique jusqu'en 1988, date de son retour au Chili où elle participa à la lutte pour le retour de la démocratie. Femme libre, elle avait publiquement demandée à Fidel Castro en 1996 l'organisation d'élections libres et démocratiques à Cuba.

Martin Schulz élu à la tête de l'Alliance progressiste des socialistes et des démocrates

Les socialistes et le Parti démocrate italien ont officiellement créé un nouveau groupe politique au Parlement européen, l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates et qui sera le deuxième groupe du Parlement européen avec 183 membres.

« Nous avons un nouveau groupe mais ce nouveau groupe assume les mêmes tâches que par le passé », a déclaré Martin Schulz qui a été élu à la présidence du groupe.

Il a identifié trois grands défis à relever pour garantir une plus grande justice sociale en Europe, plus de démocratie et pour protéger la dignité humaine face à la montée des extrémismes sur le continent.

« L'Europe doit être plus juste [...] C'est notre devoir prioritaire; si nous ne le faisons pas personne d'autre ne le fera. [...] Les élections européennes nous ont montré que nous avons besoin d'une plus grande légitimité. Nous devons lutter pour davantage de visibilité du nouveau Parlement pour que les gens voient ce que nous faisons », a plaidé le leader social-démocrate allemand.

« Ce Parlement compte plus d'extrémistes de droite que les précédents Parlements européens. Je voudrai m'engager pour assurer plus de justice sociale, plus de démocratie et plus de dignité humaine sur ce continent. »

Bulgarie : Stanichev fait le bilan de ses 4 ans au pouvoir

Le premier ministre bulgare, le socialiste Sergueï Stanichev a organisé une table ronde sur les quatre ans au pouvoir de son gouvernement le 11 juin dernier. Stanichev, 43 ans, est à la tête d'une coalition dans laquelle on retrouve le Parti socialiste bulgare (PSB), La Bulgarie est réputée un des pays les plus pauvres de l'Union européenne. Cependant, les réformes donnent des résultats. Le chômage est de 6,2 %, ce qui est en dessous de la moyenne européenne. Le salaire minimum a augmenté de 60 % depuis l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir. Il est aujourd'hui de 120 euros. Le pays est confronté par ailleurs à une corruption très importante contre laquelle le gouvernement s'efforce de lutter. D'ailleurs, en 2008, l'Union européenne a sanctionné le pays car d'importantes sommes issues des fonds européens avaient été détournées...

« *La transparence est un principe fondamental de ce gouvernement. Nous ne nous sommes jamais engagés dans des aventures politiques à risque, et nous avons encore moins fait des promesses malhonnêtes. [...] Qu'a-t-on accompli en neuf mois de crise ? Grâce à une politique sensée de la part du gouvernement et de la banque centrale, on a su éviter qu'il se produise une crise bancaire en Bulgarie, ce qui a été le cas dans beaucoup d'autres pays. Le système bancaire bulgare et l'indexation sur l'euro sont stables.* »

Le vice-premier ministre et chef de la diplomatie Ivaïlo Kalfine (proche du PSB) a pour sa part déclaré que la Bulgarie était un des derniers pays à être touchés par la crise, et que la récession y était des plus légères. L'excédent budgétaire a par ailleurs servi à augmenter les réserves de devises du pays, qui s'élèvent à 8 milliards de leva, soit environ 40,3 milliards d'euros.

« *Quatre ans plus tard la Bulgarie est en bien meilleur état. En ce qui concerne l'économie, le PIB a augmenté de 70%, ce qui veut dire que l'Etat et les citoyens se sont enrichis de 70%. L'exportation a presque doublé en quelques années, et atteint maintenant 40,3 milliards d'euros. Selon la Chambre européenne de commerce, les investisseurs étrangers ont le plus de confiance en Bulgarie et en Pologne.* »

Lors des élections européennes, c'est le parti de Boïko Borissov, le maire de Sofia qui est arrivé en tête. Le (parti des Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie) GERB qui est membre du parti populaire européen (PPE) Les prochaines élections législatives sont prévues pour le 5 juillet prochain. Le PSB est en position délicate. Au début de l'année, un important mouvement de protestation avait secoué le pays, entraînant des violences. Depuis la situation s'est apaisée et La ministre du Travail, Emilia Maslarova, le Premier ministre Sergei Stanichev et le ministre des Finances, Plamen Oresharski, ont invité mercredi 20 juin les présidents des organisations du travail et les syndicats pour entendre leurs intentions sur l'augmentation des salaires.

2e Forum des militants du PSE

Après Vienne en juillet 2008, le 2e Forum des militants du PSE se tiendra cette année à Dublin le 19 septembre prochain.

Conseil de l'Internationale socialiste

Ségolène Royal et Jean-Christophe Cambadélis conduiront la délégation du Parti socialiste au Conseil de l'Internationale socialiste à Bukva (Monténégro) les 29 et 30 juin prochain..

Catherine Trautmann nouvelle présidente de la DSF

C'est Catherine Trautmann qui a été élue comme nouvelle présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen, succédant ainsi à Bernard Poignant qui n'avait pas souhaité briguer un nouveau mandat de député européen. Avec quatorze députés, la DSF constitue la quatrième force, par ordre d'importance, au sein du groupe socialiste au Parlement européen derrière les Allemands, les Espagnols et les Italiens.

Communiqués de presse

Non à un vote du Parlement sur Barroso en juillet

Poul Nyrup Rasmussen et le chef de file du Groupe socialiste au Parlement européen Martin Schulz ont rendu public une déclaration commune sur la décision du Conseil concernant le président de la Commission. La déclaration stipule :

“Nous avons appris que le Conseil demande au Parlement européen de passer au vote le 15 juillet. Comme nous l'avons déjà dit, nous refusons ce vote. Nous ne céderons pas à la pression de certains membres du Conseil qui voudraient qu'on passe à un vote le plus rapidement possible. Nous avons convenu avec nos premiers ministres et nos leaders de partis hier que le Parlement européen avait besoin de temps pour mener à bien une pleine consultation. Nous prévoyons des auditions intenses une fois que le Parlement aura été adéquatement constitué”.

“Nous avons besoin d'un débat de fond sur le programme et les politiques de la prochaine Commission, sur les propositions concrètes, et non d'une campagne de relations publiques. Nous connaissons M. Barroso et nos expériences avec lui ne sont pas positives. Ses actions pour gérer la crise, pour la protection sociale, sa capacité de leadership se sont révélées insuffisantes mais il essaie d'impressionner en les présentant comme positives. Nous, les socialistes, savons ce que nous voulons pour l'Europe et nous évaluerons M. Barroso et son programme sur cette base”.

“Nos priorités sont claires et nous voulons entendre ce que M. Barroso aura à dire là-dessus. Nous demandons à la Commission européenne d'adopter un nouveau plan de relance pour l'emploi et pour une croissance verte, un Pacte européen pour l'emploi afin de préserver les postes de travail et de renforcer les droits des travailleurs, comprenant une clause sociale, une nouvelle charte des droits des femmes, une régulation effective et une véritable régulation des marchés financiers, une nouvelle solidarité entre les Etats membres et un engagement européen en faveur d'un nouveau 'deal' mondial”.

“Il s'agit de garantir l'avenir de l'Europe, non pas d'une offensive de charme ou d'une opération de relations publiques”.